

Le budget—M. Stevens

énorme potentiel de bonne volonté et de nationalisme positif dans lequel nous n'avons qu'à puiser. Je ne puis penser à une meilleure cause qu'un effort concerté de la part de nous tous pour combattre l'inflation, et nous le pouvons. Si chacun d'entre nous aujourd'hui doit partager un fardeau qui n'existait pas à la même heure hier, qu'il en soit ainsi. C'est dans la tradition canadienne, la meilleure tradition. Puis-je dire qu'il est 6 heures?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Êtes-vous d'accord pour dire qu'il est 6 heures?

Des voix: D'accord.

* * *

MESSAGE DU SÉNAT

L'Orateur suppléant (M. Ethier): J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté tels quels les projets de loi suivants: le bill C-112, modifiant certaines lois fiscales; le bill C-101, modifiant la loi sur la Société Petro-Canada; le bill C-102, modifiant la loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources; et le bill C-104, concernant l'encouragement du secteur pétrolier et la détermination de la participation et du contrôle canadiens et modifiant la loi sur l'examen de l'investissement étranger.

Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

LA SANCTION ROYALE

M. l'Orateur adjoint: J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'une communication dont voici le texte a été reçue:

Résidence du Gouverneur général
Ottawa

le 29 juin 1982

Madame le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable W. R. McIntyre, juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat aujourd'hui, le 29 juin 1982, à 8 heures du soir, afin de donner la sanction royale à des projets de loi.

Veuillez agréer,
Madame le Président,
l'assurance de ma haute considération.
Le directeur administratif auprès
du Gouverneur général,
Edmond Joly de Lotbinière

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. MacEachen: Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement ainsi que de l'amendement de M. Wilson (p. 18905) et du sous-amendement de M. Riis (p. 18908)

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Monsieur l'Orateur, en m'appêtant à participer au débat sur le budget, je voudrais faire quelques remarques que les députés trouveront pertinentes, je l'espère. Si je m'exprime ainsi, monsieur l'Orateur, c'est parce que je crois que nous avons atteint un point dans l'histoire économique du Canada où la Chambre doit cesser de se livrer à des querelles politiques. Monsieur l'Orateur, elle doit affronter la réalité sans sous-estimer l'état actuel de notre économie. La réalité, c'est que l'économie canadienne doit subir une grande opération, qu'elle doit suivre un traitement de choc.

Je crois que le budget qui a été présenté hier soir n'a rien à voir avec le traitement de choc que devrait suivre l'économie canadienne. En fait, monsieur l'Orateur, le budget va gêner encore plus le redressement économique du Canada, il va y faire obstacle. Ce disant, je crois devoir ajouter que, selon moi, le marché est le meilleur baromètre de l'économie canadienne: le marché est en effet ce qui détermine le mieux si le public a confiance dans le gouvernement, s'il juge que les mesures prises par MM. Trudeau et MacEachen et le gouvernement porteront fruits. Or, aujourd'hui, nous n'ignorons pas que l'indice composé avait baissé de 50 points à la fermeture de la bourse de Toronto. C'est quelque peu étrange si l'on considère que l'indice Dow Jones a grimpé de quelques points à New York.

Les défenseurs du gouvernement Trudeau qui se trouvent à ma gauche, les socialistes prétendent que cela arrive souvent.

M. Deans: C'est un fait.

M. Stevens: Vous voyez, monsieur l'Orateur, combien ils ont hâte de se porter à la défense d'un gouvernement qu'ils appuient depuis tant d'années. Je crois qu'il est totalement aberrant que le mini-parti socialiste à ma gauche, après avoir conduit les membres du gouvernement dans un bordel se mette à élever la voix pour leur demander ce qu'ils font dans ce lieu de perdition maintenant. Le fait est qu'il a mis le gouvernement dans une situation économique difficile. Alors qu'il dépensait déjà trop d'argent, il lui a dit d'en dépenser encore plus.

Bref, monsieur l'Orateur, les responsabilités du malaise économique que nous éprouvons maintenant sont partagées à mon avis. Elles sont partagées entre le gouvernement libéral Trudeau et le croupion NPD à notre gauche. J'affirme que c'est le cas, monsieur l'Orateur, parce que bon nombre d'entre nous n'ont pas oublié le gouvernement minoritaire de la période entre 1972 et 1974, quand le premier ministre (M. Trudeau) tenait tellement à recevoir tout l'appui possible et à rester au pouvoir qu'il a cédé à toutes les fantaisies et à toutes les exigences des socialistes à notre gauche. C'est ce qu'ils ont exigé en retour de l'appui qu'ils ont fourni au premier ministre à l'époque.